

Le libertaire

Rédaction
Administration : Jean Girardin,
186, boulevard de la Villette, Paris (19°)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

| FRANCE | ETRANGER |
|---------------------------------------|--------------------|
| Un an... 28 fr. | Un an... 30 fr. |
| Six mois... 11 » | Six mois... 15 » |
| Trois mois... 5 50 | Trois mois... 7 50 |
| Chèque postal : Jean Girardin 1191-98 | |

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Lisez bien ceci, camarades

Dans notre dernier numéro, nous disions qu'il fallait absolument que commençât dès maintenant, une campagne de plus active pour procurer des abonnements au *Libertaire* et lui assurer une large diffusion.

Nous le répétons, le tirage du *Libertaire* est trop faible, il faut que dans un laps de temps des plus réduits on puisse l'augmenter sensiblement, seul moyen de réduire le déficit hebdomadaire.

Si les compagnons le voulaient, il serait possible, de faire de notre journal une arme puissante au service de la propagande anarchiste révolutionnaire.

Nous avons déjà demandé de nous donner des adresses d'abonnés possibles, auxquels nous pourrions faire le service de quelques numéros.

Des invendus sont à la disposition des groupes pour être distribués dans les meetings.

Tous les moyens doivent être mis en œuvre. Faites circuler des listes de souscription. Formez des groupes d'amis. Ne négligez rien de ce qui peut concourir à assurer la vie du *Libertaire*.

NOUS PUBLIERONS LA SEMAINE PROCHAINE UNE PAGE, AVEC PHOTOGRAPHIES, SUR LA REPRESSION QUI S'EXERCE EN RUSSIE A L'EGARD DES ANARCHISTES ET ANARCHO-SYNDICALISTES. CETTE PAGE CONSTITUERA UN DOCUMENT D'UNE VALEUR INESTIMABLE.

Si nous ne l'avons pas publiée plus tôt c'est que les possibilités de traduction nous manquaient.

Cette lacune n'existe plus. D'autres efforts vont être tentés. Mais il faut que tous, d'une façon ou d'une autre, nous aident.

Contre toutes les doctrines d'autorité, et leurs séides, compagnons anarchistes, serrons-nous les coudes. Et, à la besogne.

LE LIBERTAIRE.

Pacifisme académique

L'autre semaine, le maréchal Pétain était reçu en grande pompe à l'Académie Française où il remplaçait le maréchal Foch. Car l'Académie, pour rétablir son prestige compromis à besoin de son contingent de stratèges victorieux. Et l'on se demande avec inquiétude comment elle y parviendra, le stock existant épuisé. Peut-être espère-t-elle que des circonstances, fâcheuses pour d'autres, permettront de le renouveler.

M. Paul Valéry recevait le maréchal Pétain. M. Paul Valéry, dont les obscurités et les tarabiscotages faciles ont fait la fortune, s'exprimait cette fois dans le plus quelconque et le plus traditionnel jargon académique. Admirable discours, s'exaltant certaines feuilles pacifistes et qui « faute de place » omettait de citer certains traits suggestifs d'admiration pour le chef qui par les moyens appropriés, rétablir la discipline ébranlée et assurer cette gloire qui, à Verdun et ailleurs, devait coûter le prix que l'on sait.

L'histoire, dit-il un jour, chiffres et pièces en mains, notera toute la modération de sa rigueur. En peu de semaines, vous serez haï et sans crainte, réprimé, puni les faiblesses dans les actes criminels dans la troupe...

Il a ce qu'admettent, ce qu'approuvent et M. Paul Valéry, de l'Académie Française, et beaucoup de « pacifistes » ne prouvent pourtant pas bien le besoin de le crier aussi fort. Voilà ce dont seraient partisans dans des circonstances analogues. Il le fallait n'est-ce pas ? pour assurer la victoire.

En quelques mois, entre vos mains expertes, l'armée française se fait un instrument de puissance, de précision et de résistance incomparable, qui va pendant l'année critique et décisive, entre l'armée anglaise bientôt terriblement éprouvée, et l'armée américaine, lentement croissante, lentement dressée, être l'agent essentiel de la défense et de la victoire communes.

En compensation de quoi notre académicien se livre à des tirades de ce genre de « pacifisme » le plus naïf et le plus odieux, de ce pacifisme qui se fait allure de protester contre les cruautés et les absurdités de la guerre. Mais qui les accepte et s'y résigne d'avance. Et qui se prépare déjà à célébrer la gloire des Joffre, des Foch et des Pétain de l'avenir.

Il semble cependant que l'expérience n'est pas suffisante. Quelques-uns placent leurs espoirs dans la reprise du carnage. On trouve qu'il n'y eut pas assez de détresse, de déceptions, pas assez de ruines ni de larmes pas assez de mutilés, d'aveugles, de veuves et d'orphelins. Il paraît que des difficultés de la paix font pâlir l'atrocité de la guerre, dont on voit cependant interdire ça et là les effrayantes images.

Quelle étrange époque !... ou plutôt, quels étranges esprits que les esprits responsables de ces pensées !... En pleine conscience, en pleine lucidité, en présence de terribles souvenirs, auprès des tombes innombrables, au sortir de l'épreuve même, à côté des laboratoires où les énigmes de la tuberculose et du cancer sont passionnément attaqués, des hommes peuvent encore songer à essayer de jouer au jeu de la mort...

Balzac, il y a juste cent ans, écrivait : « Sans se donner le temps d'essayer ses

pieds qui trempent dans le sang jusqu'à la cheville, l'Europe n'a-t-elle pas sans cesse recommencé la guerre ? »

Ne dirait-on pas que l'humanité toute lucide et raisonnée qu'elle est, incapable de sacrifier ses impulsions à la connaissance et ses haines à ses douleurs, se comporte comme un essaim d'absurdes et misérables insectes invinciblement attirés par la flamme ?

Certains ont demandé pour Paul Valéry le prix Nobel en raison de son discours. Ils ont eu grandement raison. Il l'a bien mérité. Vite, une récompense officielle pour cette manifestation typique du pacifisme académique et politique.

Quant à ceux qui ont vraiment la haine de la guerre, de ceux qui l'approuvent dans le passé, de ceux qui la préparent dans l'avenir, quant à ceux qui entendent bien travailler à en empêcher le renouvellement, par l'initiative des individus et l'action directe des forces ouvrières, ils ne se laisseront pas démoraliser par ce « pacifisme-là ».

PIERRE ELSIENS.

Pour Ghezzi Contre les crimes du Guépéou

N'OUBLIEZ PAS DE RECLAMER LE NUMERO DU « LIBERTAIRE » DE LA SEMAINE PROCHAINE QUI CONTIENDRA DES PHOTOGRAPHIES ET DOCUMENTS IRREFUTABLES.

POUR PERMETTRE UNE LARGE DIFFUSION DE CE NUMERO, UN TIRAGE SPECIAL SUR DEUX PAGES SERA FAIT, ET QUI SERA LAISSE AUX GROUPES ET ORGANISATIONS SYNDICALES AU PRIX DE 15 FRANCS LE CENT.

ADRESSEZ DE SUITE VOS COMMANDES A JEAN GIRARDIN, 186, BOUL. DE LA VILLETTE. — CHEQUE POSTAL 1191-98 - PARIS.

GROUPE REGIONAL DE BEZONS

Samedi 31 janvier, à 20 h. 30, très précises, salle du café de la mairie, à Carrières-sur-Seine.

GRANDE SOIRÉE ARTISTIQUE

Au bénéfice de l'Entraide et du « Libertaire ».

Avec les concours des poètes chansonniers

OH. D'AVRAY JOLIVET

SENEZ, GRAN, REINE DERNYS, COLABANT

et plusieurs chanteurs locaux.

Au piano : Raymond MOURET.

Après le Concert :

GRAND BAL DE NUIT

avec un VIRTUOSE DE L'ACCOURDEON, JAZZ ET BANJO

Compagnons, tous à Carrières. Vous y passerez une agréable soirée.

Pour les copains de Paris, prendre le train à la gare Saint-Lazare à 7 h. 38 ou 8 h. 10. Descendre à Houilles. — Pour les camarades qui ne passeraient pas la nuit, il y a, à 11 h. 58, un train pour Paris.

ET L'AMNISTIE ?

Ne l'oublions pas, si Marty et Duclos peuvent vaquer tranquillement à leurs petites occupations parlementaires et autres, il reste toutes les autres victimes de la répression à libérer ou même à sauver.

Il y a les nombreux détenus politiques — ceux auxquels on a accordé le régime et ceux auxquels on l'a scandaleusement refusé — condamnés d'ailleurs presque tous par les juges salariés par le pouvoir en application de ces lois que les républicains d'il y a trente ans qualifiaient de scélérates, et dont ils promettaient solennellement l'abolition.

Il y a les innombrables victimes de cette justice militaire que les dreyfusards victorieux devaient supprimer et que l'on n'a fait que maquiller un peu, comme on l'a fait des compagnies de discipline et autres enfers que l'affaire des mutins de Calvi, que les révélations de nos camarades sur le Cherche-Midi, rappelleraient à notre attention si nous avions pu les oublier. Il y a tous les malheureux qui souffrent et crèvent dans les pénitenciers ou aux travaux publics.

Il y a les victimes des répressions coloniales. Il y a les soixante condamnés à mort de l'Indochine que le bourreau guette. Il y a les centaines d'Indochinois jetés en prison ou envoyés aux travaux forcés.

Seule la pression prolétarienne, une pression effective de toutes les forces ouvrières peut sauver ces condamnés, libérer tous ces emprisonnés. Anarchistes, ennemis de toutes les répressions, et particulièrement de celles qui, sous l'impulsion de quel régime, frappent des prolétaires et des militants dans leur émancipation, nous nous y emploierons de tous nos moyens. Que toutes les organisations ouvrières agissent pour exiger l'arrêt de la répression sanglante en Indochine, l'amnistie pour toutes les condamnations politiques et militaires en France et aux colonies !

Contre le Cherche-Midi Préparons-nous à manifester

Le Comité d'action contre le Cherche-Midi n'a pu trouver une salle convenable pour la manifestation projetée.

Actuellement nous continuons nos démarches afin d'obtenir un local assez vaste et bien situé ; nous espérons aboutir et c'est sous peu que nous convierons les camarades à manifester contre le bagne militaire de Paris. Que tous ceux qui haïssent le militarisme et qui désirent arracher au gouvernement militaire de Paris quelques améliorations dans le régime pénitentiaire du Cherche-Midi se tiennent prêts à répondre au prochain appel du Comité.

Amis, camarades lecteurs du *Libertaire*, vous saurez répondre présents ! pour la lutte en faveur des prisonniers et contre le militarisme.

Le Comité d'Action

contre le Cherche-Midi.

(Voir en troisième page)

En deuxième page :

Servitude de la presse.

En troisième page :

A propos de la défense du droit d'asile.

Une lettre de Max Nettlau

Nous avons reçu du camarade Nettlau la lettre que nous publions ci-dessous.

Le camarade Rhillon, auteur de l'article « Histoire d'un faux » a tenu à répondre. Les lecteurs excuseront la longueur des citations, mais elles apparaissent indispensables pour appuyer l'argumentation de Rhillon et contribuer, nous l'espérons, à éclaircir un point de l'histoire sociale qui a son importance. — La Rédaction.

Camarades du *Libertaire* :

Dans l'article *Histoire d'un faux* (*Lib.* du 27 décembre), l'auteur tombe dans de graves erreurs, qu'un coup d'œil sur les pages I, 12 et II, 204-7 de l'*Internationale* de James Guillaume (1905, 1907) aurait suffi de rendre impossibles. Le texte anglais original des Statuts (1864) contient les mots *as a means* (comme moyen), la version faite à Paris en 1864 les omet, sans que ceux qui les ont omis aient autorisé ou mission de changer le texte qu'ils étaient censés traduire simplement. Au Congrès de Genève (1866) — Marx n'y était pas — on vota sur les textes anglais et allemands avec *as a means, als Mittel* et sur le texte français sans ces mots — chacun pour le texte dans sa langue — lui, sans qu'on ait pensé qu'il y avait ces différences. Donc il y avait, comme dit Guillaume, « trois versions, toutes les trois également authentiques et adoptées par le Congrès de Genève ». Le fait que, dans ces conditions, le texte de 1871 reprend le texte anglais, n'implique donc d'aucune façon « un faux » et si l'on dit que « c'est Marx qui faussa le sens initial en rehaussant l'importance du facteur politique », c'est un contresens, puisque Marx avait rédigé le texte de 1871, connaissant le sens qu'il y avait mis et ne changea pas une virgule en 1871.

La Conférence de Londres (1871) fut formée de vingt-trois délégués, dont treize furent délégués par le conseil général

(Guillaume, II, pp. 192-3). Dans le *Libertaire* ces treize sont devenus dix-sept. Pourquoi dix-sept ? Je pense que l'œil de l'auteur aura plané sur la date de la Conférence, du 17 au 23 septembre, et de là le 23 du chiffre total fut suivi du 17 mal vu ou mal lu. N'importe. Il y avait là, dit-il, « Perret, vague citoyen qui aspirait aux grands premiers rôles » — information qui semble montrer que l'auteur connaît intimement la psychologie de Perret. Je ne la connais pas, mais quiconque s'est occupé dix minutes de l'*Internationale*, sait que Henri Perret était durant toutes ces années le secrétaire de la Fédération genevoise, qui fut peut-être en septembre 1871, encore comme autrefois bien longtemps, la plus grande fédération locale de toute l'*Internationale*. Celle de Barcelone comptait 2.595 fédérés cotisants en août 1871, un peu plus ou un peu moins que celle de Genève. Impossible à trancher cette question, mais en tout cas ce Henri Perret, quelles que furent ses qualités personnelles, n'a rien fait pour être qualifié de « vague citoyen ».

J'ignore — la citation dans le *Libertaire* à part — ce que *Monde* du 6 décembre prétend à établir, mais en lui opposant les affirmations discutées ci-haut et s'abstenant de « fouiller plus profondément » je ne sais vraiment pas à quoi on compte arriver. Dans les dernières années de vie de Guillaume, la documentation sur l'*Internationale* était déjà bien grande et aujourd'hui elle est beaucoup plus grande encore et à quelques exceptions près grande être aussi grande qu'elle ne pourra jamais devenir. Elle permettrait probablement d'opposer assez de faits vérifiés à ce que l'on trouvera dans le *Monde* en question concernant Bakounine, mais jamais cet article *Histoire d'un faux* sera du nombre de telles contributions utiles à établir la vérité historique.

6 janvier 1931.

M. NETTLAU.

Ce que Nettlau n'a pas vu et ce qu'il aurait dû voir...

par RHILLON.

Qu'un chercheur aussi avisé, aussi perspicace, aussi scrupuleux et érudit que Nettlau, bibliophile et bibliographe, ne se soit aperçu que l'histoire du « faux marxiste » dont j'ai été amené à faire état dans le *Libertaire* se trouve tout au long dans le *Mémoire de la Fédération jurassienne* (publié précisément en vertu d'une décision du Congrès de Souvillier, 12 novembre 1871), je suis en droit de m'étonner.

Ce *Mémoire* historique qui, avec un accent de franchise, de sincérité et d'objectivité, réclame et prendant « expose dans leur vérité irrefutable la série complète des événements » ne serait-il qu'une œuvre de mauvaise foi pour que, n'ayant fait en somme — et le lecteur en jugera — que de m'y référer servilement, j'aie été induit en erreur grave ? Nettlau, jugeant par James Guillaume, — non pas le James Guillaume militant jurassien, mais le James Guillaume du comité Aulard — l'affirme non sans acrimonie.

Il faudrait à mon avis commencer par élucider ce point : savoir ce que vaut le *Mémoire de la Fédération jurassienne* au point de vue historique. Après seulement je pourrai faire amende honorable, s'il y a lieu, confesser ma présomption et mon ignorance, me ceindre le front de la cendre du repentir.

Mais tant qu'on ne m'aura pas dit, quand, comment, dans quelle circonstance, où et par qui le *Mémoire de la Fédération jurassienne* a été condamné, flétri et voué au pilon comme entaché de mensonge systématique, d'erreur voulue ou de contre-vérité, tant qu'on ne m'aura pas démontré cela, je maintiendrai que le *Mémoire de la Fédération jurassienne* est une œuvre véridique, digne de foi, et qu'il est permis d'en appeler à son témoignage.

Pour l'édification complète du lecteur, je vais me permettre d'en faire quelques extraits, un peu longs, mais le sujet en vaut la peine. Les mots soulignés sont dans le texte :

(Pages 205 à 208.)

Le Conseil général s'est fait donner par la conférence le droit de publier une édition révisée des Statuts généraux et Règlements administratifs de l'*Internationale*. Nous avons sous les yeux le texte anglais de ces statuts révisés, formant une brochure de 16 pages publiée chez l'éditeur Truslove. Il y est dit dans un Appendice explicatif, page II, que le texte français des Statuts, publié à Genève en 1866, puis réimprimé à Paris et dans tous les pays de langue française, « est fautive sous divers rapports », que ce n'est pas une « traduction fidèle » et que « par suite d'une connaissance insuffisante de la langue anglaise, les traducteurs ont mal interprété quelques articles des Statuts ».

Ainsi donc le Conseil général donne à entendre que le texte original, officiel, des Statuts adoptés au Congrès de Genève en 1866, est un texte anglais, et que le texte français n'est qu'une traduction, traduction pas toujours fidèle.

Suivant le Conseil général il y avait entre autres un passage qui, en passant de l'anglais

en français, avait été altéré par les traducteurs. C'est le troisième paragraphe des considérants qui dit :

« Que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique. »

Dans le texte anglais, soi-disant original, se trouvent, à la fin de ce paragraphe, les mots : *as a means, qui signifient* : comme moyen.

Le Conseil général prétendit, devant la Conférence, que les mots *as a means* avaient été retranchés par les traducteurs français et qu'il fallait les rétablir dans le texte français. On ajoute que, du reste, dans une nouvelle édition française des statuts, publiée à Paris au printemps de 1870, on avait déjà ajouté les mots comme moyen, preuve que les sections de Paris reconnaissaient bien le texte anglais, publié à Londres par le Conseil général en 1867 comme le texte original et seul officiel et qu'elles avaient eu le texte français universellement admis n'était qu'une mauvaise traduction. C'est ici qu'on va voir dans tout son jour l'insigne mauvaise foi de Marx et de ses gens.

Le Congrès général de Genève en 1866, a adopté, ce qu'on ignore généralement, les statuts généraux en français, il existe donc un texte officiel français qui n'est en aucune façon une traduction plus ou moins fidèle d'un original anglais, mais qui est le texte même sur lequel le Congrès a voté et qu'il a adopté. Ce texte officiel français se trouve dans le « Compte rendu du Congrès ouvrier de l'Association internationale des travailleurs tenu à Genève du 3 au 8 septembre 1866 », formant une brochure de 30 pages, publiée à Genève en 1866. Et, dans ce texte officiel, le troisième paragraphe des considérants est conçu comme suit :

« Que, par cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique. »

Les mots « comme moyen » ne s'y trouvent pas, on le voit. Ils ne sont que dans l'édition anglaise publiée par le Conseil général en 1867 (1), c'est-à-dire l'année suivante. Ainsi donc, bien loin d'avoir supprimé dans une traduction française des mots qui existaient dans un texte original et officiel anglais, c'est le contraire qui a eu lieu : c'est le Conseil général qui a ajouté à son texte officiel, adopté en français par le Congrès de Genève en 1866, des mots que ce Congrès n'avait pas adoptés. Et M. Marx a ensuite l'impudence de parler d'erreurs de traduction, d'une « connaissance insuffisante de la langue anglaise de la part des traducteurs français ! » Tandis que c'est lui qui est le faussaire, et qui falsifie sciemment des Statuts adoptés par un Congrès !

Mais comment se fait-il, demandera-t-on, qu'au printemps de 1870, les Sections parisiennes, publiant une nouvelle édition des Statuts, aient consenti à y intercaler les mots « comme moyen » ? Ne connaissaient-elles pas à Paris la manière dont les Statuts avaient été votés à Genève ? — Non, car ne la connaissaient pas généralement et c'est comment est leur intercalation des mots « comme moyen » dans la nouvelle édition parisiennne : ce fut sur une observation de Lafargue, gendre de Marx, que cette correction et quelques autres furent faites d'après le texte anglais de 1867 ; on croyait Lafargue de bonne foi et incapable

(1) Rules of the International Working Men's Association (London 1867).

d'altérer sciemment un règlement authentique ; aussi se rend-on à son observation sans faire la moindre objection. Personne à Paris ne s'aperçoit de ce changement, en sorte que la présence des mots « comme moyen » dans cette édition parisienne ne peut être en aucune façon, un argument à faire valoir en faveur de leur légitimité.

Il est naturel de se demander quelle importance et grande aura attaché à la présence de ces mots dans les Statuts généraux. On ou le savoir, selon lui et ses amis le paragraphe 3 des considérations ainsi amendé prenait une signification nouvelle : au lieu que l'ancienne rédaction française indiquait seulement la subordination de tout mouvement politique au grand but économique de l'internationalisme, la version anglaise, avec les mots as a means, rendait, prétendait-on, l'option politique obligatoire. Des lors ceux qui, comme les sections du Jura, refusaient de se mêler de politique nationale, se trouvaient être les violateurs des Statuts et, de par le 3^e considérant, pouvaient être exclus de l'internationalisme ! Ceci fut dit en propres termes à la Conférence.

(Page 209) :

Disons cependant que le Conseil général avait trouvé un prétexte pour s'attribuer le droit de publier en 1961 une édition anglaise officielle des Statuts, différant du texte français adopté au Congrès de Genève. Ce prétexte, c'est une note qu'on fit à la page 27 du « Compte rendu du Congrès ouvrier de l'Association internationale des travailleurs », tenu à Genève du 3 au 8 septembre 1966.

Voici cette note :

« Le texte officiel et obligatoire des Statuts et Règlements sera publié par le Conseil central de Londres dans son compte rendu du Congrès. »

Mais que signifie cette note ? Elle prête à l'équivoque, par suite, soit de la gauche et droite, soit de l'extrême gauche et de la droite, mais pour ceux qui tiennent à lire dans cette même brochure le compte rendu des travaux du Congrès, y compris le texte officiel et définitif en français, des Statuts et Règlements adoptés par le Congrès, la note ne peut signifier qu'une chose, c'est que le Conseil général publiera aussi un compte rendu, et que, dans ce compte rendu se trouvera aussi le texte officiel et définitif des Statuts et Règlements — le texte français des statuts, imprimé dans la brochure que nous citons, est incontestablement le texte sur lequel le Congrès a voté ; la brochure le dit expressément : les statuts présentés par la Commission sont adoptés par l'Assemblée dans la forme suivante... (p. 12), et plus loin : « Les règlements ont été adoptés dans la forme suivante » (p. 28). Nous avons donc là un texte officiel, un texte obligatoire, un texte définitif et voté par le Congrès ; et, quelles que soient les interprétations forcées qu'on essaiera de donner à la note de la page 27, on ne détruira pas ce fait. Ce texte est pour nous le texte authentique. Nous nous y tenons ; et le Conseil général, en l'attachant dans son édition anglaise de 1961, a faussé les véritables statuts originaux, qui sont ceux votés par le Congrès de Genève.

(Pages 211-212) :

Dans la résolution IX, le programme politique spécial de Marx, tel qu'il se trouvait énoncé déjà dans le fameux Manifeste au parti communiste publié en 1848 et rédigé par Marx et Engels, était renfermé tout entier. Il est curieux de faire remarquer la manière en laquelle ce programme en vint à se substituer, par des empiétements successifs au programme primitif de l'internationalisme. A l'origine les statuts généraux, votés au Congrès de Genève, subordonnaient complètement tout mouvement politique au grand but économique de l'association. En 1867 Marx essaie par l'intercalation des mots « comme moyen » de relever l'importance de l'action politique. En 1871 la Conférence de Londres donne au mouvement politique une importance égale à celle du mouvement économique, et la maxime célèbre : « La conquête du pouvoir politique est la première devoir de la classe ouvrière », figure pour la première fois dans une résolution prononcée comme émanant du pouvoir constituant de l'association ; mais elle n'est pas dans le texte même de la résolution, on n'a encore osé la placer que dans un considérant. Enfin au Congrès de La Haye le dernier pas est franchi : un mot de marxisme est incorporé dans un article des Statuts généraux et devient obligatoire : l'internationalisme a cessé d'être la vaine érection des sociétés ouvrières autonomes, pour n'être plus qu'une secte à laquelle est imposé le credo du parti communiste allemand.

Le lecteur est en mesure de juger à présent que je ne me suis pas écarté du document, que je n'ai rien exagéré, rien amplifié et surtout rien pris sous mon bonnet.

Le débat, s'il y a véritablement matière à débat, ne peut donc être qu'entre Nettlau et James Guillaume, deuxième manière, et le mémoire de la Fédération jurassienne. C'est à Nettlau de démontrer que le dit mémoire ne vaut pas p. petite au point de vue historique.

Nettlau prétend qu'il y eut à Genève en 1866 trois versions également authentiques des statuts de l'internationalisme, une en anglais, une en allemand, une en français, cette dernière, par un malheureux hasard, se trouvant amputée des mots qui donnaient un caractère essentiel et déterminant à un article capital. Alors pourquoi cette traduction anglaise de 1867 ? Et pourquoi parler de « traduction infidèle » pour un texte français qui, tout incomplet qu'il fut, n'en était pas moins un texte original à l'égard des autres ? Et comment expliquer qu'un Congrès d'hommes intelligents ne se soit pas aperçu que, sur les trois textes soumis à son vote, l'un était vicieux ? La langue française est-elle donc si confuse et si trouble que des hommes instruits soient incapables de discerner ce que veut dire et ne s'aperçoivent pas de ses lacunes ? Elle me paraît diablement embrouillée cette histoire des trois textes en langues différentes soumis au vote du Congrès et votés sans qu'on eût pris la peine de voir s'ils s'accordaient ! Le Mémoire de la Fédération jurassienne est formel : il n'y eut qu'un seul texte et en français ; il ne portait pas les mots « comme moyen » et ce fut seulement l'année suivante, en 1867, que Marx, donnant une traduction anglaise, y fit entrer les mots as a means en vertu desquels il se réservait de buter dehors de l'internationalisme comme hérétiques, ceux qui n'admettaient pas l'intangibilité du dogme de la conquête du pouvoir politique, les empêcheurs de politiquer en rond ?

Passons rapidement sur les « erreurs » subtiles que Nettlau m'impute ? Il est pitoyable de voir un homme savant s'arrêter à des vétilles comme la question des 13 ou des 17, comme la question de savoir si le citoyen Perret mérite ou ne mérite pas le qualificatif de « vague citoyen » ! Satisfaisons à son scrupule en disant qu'il y eut 13 délégués du Conseil général et non pas 17 comme l'a fait écrire une vulgaire coquille typographique et ne chicanons pas une réparation à la mémoire du citoyen Perret. Perret fut un « grand premier rôle ». Il tenait tellement à jouer ce grand premier rôle qu'il se fit déléguer à la conférence de Londres comme représentant de la section de Genève ; alors que la dite section avait donné 200 voix à Grosselin et 28 seulement à Perret. Mais Grosselin voulait 450 francs pour se défrayer. Le budget de la section n'en prévoyait que 300. Perret s'en contenta. Ce n'est pas là le fait d'un vague citoyen, je le reconnais.

Servitude de la presse

M. Albert Dubarry s'indigne, et c'est bien compréhensible de sa part, de l'acharnement mis par certains à faire de lui un des boucs émissaires des scandales actuels. Il proteste contre la « tentative d'assassinat dans les ténèbres » dont il aurait été victime à la Commission d'enquête de la Chambre. Il donne les raisons et les considérations qu'il juge convenables à l'appui de son plaidoyer et celles-ci dépassent de beaucoup en intérêt le cas personnel de M. Dubarry.

Aussi bien n'identifie-t-il pas sa cause avec celles, augustes et vénérables, du Parlement et de la République :

Le parlementarisme et la République ne survivront pas longtemps à cette crise de délations et d'immolations si elle se prolonge. Leurs obstinés et implacables adversaires, qui ont tout mis en œuvre pour les abattre et qui ont toujours pitoyablement échoué dans leurs tentatives n'avaient jamais osé espérer qu'un jour viendrait où les républicains s'offriraient d'eux-mêmes à creuser leur propre tombe !

(« Volonté », 20 janvier.)

On reconnaît là une vieille et sûre doctrine. Ni le Parlement, ni la République (ou les autres formes de gouvernement) n'ont à gagner à faire une lumière indésirable sur les affaires qui compromettent trop de leurs appuis. C'est ainsi qu'aux temps héroïques de Panama, les cueilleurs furent mis hors de cause dans un « intérêt supérieur ». C'est de sentiments semblables que semble s'être inspiré l'honorable président Bouissou en proclamant que l'enquête prouverait la « santé morale » du Parlement en démontrant que le mal n'était pas si grand que cela.

M. Albert Dubarry reconnaît avoir reçu de l'argent de l'autre Albert, M. Oustric, mais déclare l'avoir reçu pour son journal en tout bien tout honneur, sans qu'il ait été demandé ni accordé aucun service en échange. Je ne suis pas assez familier avec le monde de la banque pour savoir si des munificences aussi désintéressées y sont fréquentes ou même vraisemblables.

En tout cas M. Dubarry qui estime sans doute lui aussi que l'offensive faite la meilleure des défenses fait, au sujet de ses chers confrères, quelques constatations indéniables :

Il faut en finir avec toutes les hypocrisies de commande et dire la vérité telle qu'elle est. Il n'est pas un seul quotidien politique, à Paris, qui puisse vivre de ses seules recettes de publicité et de vente.

En dehors de trois ou quatre mastodontes de presse qui gagnent de l'argent, tous les autres journaux en perdent. Ils demandent donc à leurs amis de les aider. Les uns, comme MM. François Coty, Loucheur, Jean Hennessy, Lederlin, prennent (ce qui est leur droit le plus absolu) ouvertement la tête de sociétés dont ils sont les principaux actionnaires, les maîtres incontestés ; les autres, comme M. François de Wendel, créent ou subventionnent plus discrètement les feuilles qui servent leur politique ou leurs intérêts.

Ces choses-là, tous ceux-là les savent qui sont tant soit peu au courant des conditions de la presse moderne. Un quotidien politique a besoin de sommes importantes pour subsister, et qui vont facilement à deux ou trois millions par an. Il les prend où il peut les rencontrer.

Ainsi s'explique l'impossibilité de toute indépendance de la presse. Une feuille devra ménager ses bailleurs de fonds : banquiers, industriels, ministres à fonds plus ou moins secrets, gouvernements, étrangers au besoin, dont il faudra défendre les intérêts et suivre les directives ou dans l'hypothèse la plus honorable quelque parti caporalisé qui ne tolérera pas d'atteinte à son arbitraire orthodoxe. De toute façon, la liberté du journaliste y devient un pur mythe. Il n'a plus droit de publier que ce qui ne déplaît pas à ses employeurs.

Et par de telles conditions d'existence s'expliquent tant de silences odieux ou de complicités explicites que nous avons à dénoncer à chaque instant.

Que, peu à peu, cette grande presse apparaisse sous son véritable jour, c'est déjà un progrès et qui atténue le péril qu'elle représente. Le jour où l'on en est venu à considérer ses articles de publicité politique et économique avec la confiance limitée que suggèrent les réclames commerciales, un grand pas sera fait.

Mais, surtout, sachons opposer à cette grande presse asservie, notre petite presse à nous, la seule indépendante, la seule qui connaisse la liberté de pensée, l'achon à la soutenir, l'animer, la développer. En une époque où tant de choses vont se transformer, où tant de problèmes urgents se posent, où tant de féconde propagande s'impose, son rôle peut être immense. Jeunes gens qui viendrez à elle, adolescents qui serez notre avenir, vous aurez de grandes et belles tâches à accomplir.

L'Homme qui n'est pas dans la rue.

Avez-vous pensé à aider le « Libertaire »

nous pas une réparation à la mémoire du citoyen Perret. Perret fut un « grand premier rôle ». Il tenait tellement à jouer ce grand premier rôle qu'il se fit déléguer à la conférence de Londres comme représentant de la section de Genève ; alors que la dite section avait donné 200 voix à Grosselin et 28 seulement à Perret. Mais Grosselin voulait 450 francs pour se défrayer. Le budget de la section n'en prévoyait que 300. Perret s'en contenta. Ce n'est pas là le fait d'un vague citoyen, je le reconnais.

RHILLON.

Une lettre de Sébastien Faure

RÉPONSE aux calomniateurs

Ce que nous publions est extrait d'une lettre que notre camarade Sébastien Faure, qui poursuit, infatigablement, sa tournée de conférences à travers la France, vient d'envoyer à l'un de nos amis.

Les camarades qui ne sont pas au courant et chez qui les calomnies d'un D. M. ou d'un Jean Grave auraient pu jeter le trouble seront ainsi rassurés et éclairés.

De quoi D. M. m'accuse-t-il ?

1^o D'avoir été le complice de Mauricius, mouchard.

Or, Mauricius n'a jamais été un mouchard. Il s'est publiquement lavé et de façon indiscutable, de cette odieuse calomnie inventée et mise en circulation bien avant la guerre, par J. Grave qui est enclin à voir dans tous les anarchistes qui se permettent de ne pas être en tous points de son avis des mouchards ou des cambrioleurs, des snobs ou des souteneurs. J. Grave dont la sottise vanité ne consent jamais à reconnaître qu'il s'est trompé ou qu'il a eu tort, persista à affirmer que Mauricius est un mouchard. C'est son affaire. Je persiste à affirmer qu'il n'en est rien et j'ajoute que Mauricius fut un des compagnons qui s'affirmèrent et se manifestèrent le plus ouvertement contre la guerre.

2^o Quand la guerre a éclaté, j'avais, à La Ruche, 35 enfants à ma charge. Les conférences étant interdites, il m'était impossible d'alimenter la caisse de La Ruche, ainsi que je l'avais fait jusqu'alors. Je m'adressai à Mesureur, alors directeur de l'Assistance Publique à Paris. Toutes les œuvres d'assistance, scolaires et de solidarité qui avaient recueilli des enfants touchaient, en raison de l'état de guerre les allocations attribuées aux enfants appartenant aux familles pauvres. Mesureur consentit à attribuer à La Ruche le montant des allocations qui étaient dues à mes 35 enfants.

Ce n'était pas une faveur, mais la reconnaissance d'un droit indéniable.

Seulement, cette subvention ne pouvait être que provisoire, car elle était irrégulière au point de vue administratif : l'Assistance Publique de Paris n'étant pas un service national, mais départemental ne pouvait pas inscrire à son budget de dépenses les allocations versées à des enfants domiciliés à Rambouillet (Seine-et-Oise).

Mesureur vit alors M. Malvy qui, ministre de l'Intérieur était pourvu d'une caisse destinée à subvenir aux allocations réservées aux œuvres départementales dans le cas où la caisse départementale n'était pas en possession des sommes nécessaires.

C'est dans ces conditions — je l'ai déjà dit et répété je ne sais combien de fois — que le ministre de l'Intérieur fut dans l'obligation légale de verser à La Ruche, chaque mois, sur vérification d'un état nominatif mentionnant le nom et l'origine des 35 enfants qui étaient à ma charge, l'allocation prescrite par la loi et due à ces 35 enfants.

Je n'ai jamais été lié ni moralement, ni matériellement par le paiement obligatoire de ces allocations.

Est-il utile que je rappelle quelle fut mon attitude pendant la guerre ? La publication de divers manifestes dont le premier porte la date d'octobre 1914, et la fondation du premier et seul journal antihelléniste : « Ce qu'il faut dire », dès le commencement de 1916, ne suffisent-elles pas à établir la preuve qu'en me traitant d'agent stipendié de Malvy, le triste sire, le pseudo-anarchiste Dauphin-Meunier dirige contre moi une accusation aussi inadmissible qu'absurde ?

Et ne serait-on pas tenté, si dans la position prise par les anarchistes partisans de la guerre et les anarchistes adversaires de celle-ci, on tient à tout prix, à voir ici ou là des agents stipendiés du ministère de la défense nationale, de prétendre que seuls les premiers ont été stipendiés, puisque seuls ils ont fait le jeu du gouvernement d'Union sacrée ?

Non, mais ! Me voit-on payé par Malvy pour combattre la guerre ?

Supposition inepte !

Je n'éprouve pas le besoin de me défendre contre une telle niaiserie. Je livre ces explications afin de permettre à mes amis de faire rentrer ces ignominies dans la gorge de ceux qui seraient tentés de les reproduire.

Depuis toujours, je suis habitué à ces perfidies. Je suis cuirassé contre elles. J'ai autre chose à faire qu'à perdre mon temps en protestations et justifications inutiles.

L'opinion du faux anarchiste Dauphin-Meunier (il y a quelques années, il tenta de jeter le mouvement libertaire dans la turpitude votard). L'opinion de ce pauvre médecin qui garde peut-être la pré-tention d'être ou d'avoir été anarchiste cette opinion me laisse aussi indifférent que celle d'un bourgeois bête et méchant.

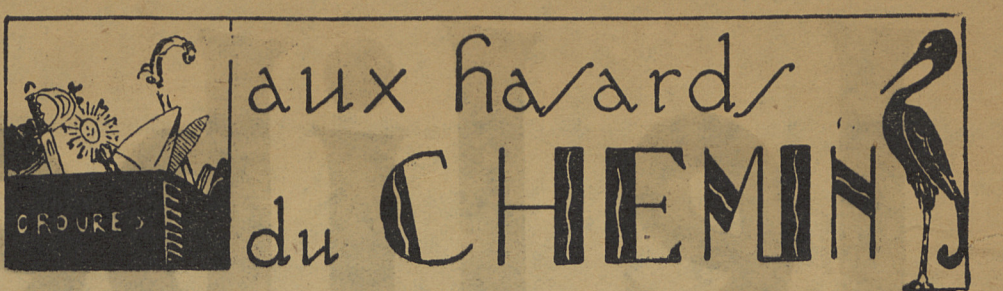
Il ne me traitait pas d'agent stipendié lorsque, il y a quatre ou cinq ans, obséquieux et plat, il me suppliait de faire éditer par l'« Œuvre Internationale » des Editions anarchistes... son manuscrit sur la Révolution hongroise, dont personne ne voulait et qui, du reste, fut un four noir.

SEBASTIEN FAURE.

Laissez-les (D. M. et quelques-uns de ses amis) à leurs vomissements, conclut notre ami.

C'est ce que nous allons faire, quitte à leur mettre le nez dedans, à l'occasion.

LES DETENTEURS DE LISTES DE SOUSCRIPTION POUR LE DROIT D'ASILE, SONT INVITÉS À LES RENVOYER AU PLUS TOT.



INCONSCIENTS ?

A la suite de la réintégration à la Chambre de Marty et Duclos, l'Humanité a publié les lignes suivantes :

Dans les usines
Parmi les nombreux ordres du jour que nous avons reçus, relevons plus particulièrement celui de l'usine Hanriot, en Seine-et-Oise.

« Les ouvriers révolutionnaires de l'usine de guerre Hanriot sont heureux de revoir parmi eux le camarade André Marty. »

« Le contentement est général. Ils vont en profiter pour réveiller les inconscients et pour répondre aux attaques que déclenche le patronat. »

Un groupe de rouges.

Dans sa simplicité même, cet ordre du jour d'action n'est-il pas d'une exceptionnelle importance révolutionnaire ?

Ce n'est pas nous qui nierons l'importance « révolutionnaire » de cet ordre du jour.

Il marque simplement tout le fossé qui sépare l'anarchisme du bolchevisme.

« Réveiller les inconscients » disent les ouvriers « rouges » de l'usine de guerre Hanriot.

Qu'ils commencent donc par se réveiller eux-mêmes.

Car il faut être, à notre point de vue, bien entendu, le pire des inconscients qui de consentir à travailler dans une usine de guerre.

Il est vrai que la guerre impérialiste se transformera automatiquement sur l'union du Frère Florimond et du larmoyant Marcel en guerre civile, et que, par conséquent, il faut fabriquer des munitions, des canons, des avions dont le colonel Monmousseau saura tirer parti.

Pauvres inconscients conduits par des fumistes !...

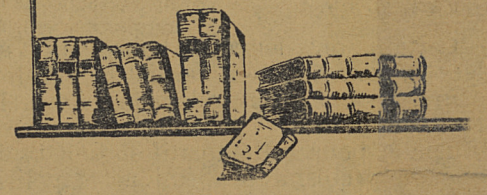
FLORIBONMONTE.

RECOMPENSE

L'Agence Havas a fait savoir que M. Théodore Steeg a bien voulu informer le président du Syndicat de la presse parisienne qu'il avait (avant la séance de la Chambre où son ministère fut renversé) signé l'ordre de versement de la subvention des huit millions alloués aux associations de presse sur les fonds de l'Exposition Coloniale.

Ne discutons pas sur le caractère spécial de ces libéralités entre politiciens et publicistes dont les contribuables font les frais.

Constatons que cette récompense, entre



Les hommes passèrent par Marcelle CAPY

(I vol. aux éditions du larmourin)

Grâce au succès de plusieurs ouvrages sur le sujet, les livres sur la guerre ont connu, ces temps-ci, un retour de faveur très marqué. Seigneur, quelle avalanche ! On ne compte pas les bouquins qui, en long et en large, nous ont édifiés sur les souffrances et les angoisses des « héros » de la Dernière — en date...

Voilà encore un domaine où la guerre n'a pas cessé d'exercer ses ravages... Mais, malheureusement, si la haine de cette époque et les horreurs des combats n'ont pas fini d'inspirer les écrivains, bien peu se sont soucis de nous retracer les misères et les douleurs de ceux qui maintenaient la vie pendant cette période de démenée collective.

On comprend que leurs préoccupations, moyennes mais vitales, n'aient pas jusqu'ici beaucoup intéressé les littérateurs ; c'est qu'il n'y a pas là, bien sûr, matière à effets faciles et à amples développements comme avec les luttes généralisées.

Aussi nous sommes heureux de signaler le livre de Marcelle Capy. Les hommes passèrent... qui vient à point pour ouvrir dans cet ordre d'idées une voie fort intéressante. Au surplus, ce livre se présente sous la caution de Séverine — il y a maintenant un Prix Séverine — dont il porte en épigraphe une bien jolie phrase sur la vérité.

C'est s'est pas toujours aisé de rechercher la vérité, et, quand on l'a trouvée, de la dire ; aussi convient-il de féliciter Marcelle Capy de sa louable intention.

Marcelle Capy s'est proposé de nous montrer la sottise des hommes assez fous pour aller s'entre-tuer, délaissant pour cela leurs tranquilles occupations.

L'action de son livre se situe dans un petit village du Sud-Ouest que la mobilisation a vidé de tous les hommes valides. Aussi les femmes et les vieux ont-ils dû remplacer les absents.

Mais la guerre se prolonge et apparaît dans toute sa réalité horrible. On s'aperçoit qu'elle tue. L'enthousiasme imbécile des premiers jours a succédé une morne résignation.

Mais pendant que les peuples là-bas se cassent allègrement la tête, la sève s'obstine à gonfler les épis et la vigne à mûrir sur les coteaux. La terre abandonnée aux mains débiles des femmes réclame des soins plus attentifs. La situation ne peut durer sans prolonger sans amener de graves inconvénients. Il devient urgent d'aviser. Finalement, les autorités se décident à envoyer dans les campagnes, pour remplacer les absents, des prisonniers allemands et des soldats russes.

C'est ici que le livre prend évidemment tout son sens. Les prétendus « ennemis » se révèlent dans toute l'innocence de leurs mœurs, de leurs sentiments, de leurs fa-

autre, a été bien gagnée par la presque unanimité de la presse, par son indifférence complice en face des exactions coloniales et en particulier de la féroce répression indochinoise.

UN SANS CŒUR

Un type que la pitié n'étouffe pas c'est l'échotier du « Soir » qui se plaint que les agents de service et des chefs de station du Métro ferment les yeux sur les mendiants qui, aux portes des stations, implorent la charité des voyageurs.

Cela prouve tout simplement que les flics et les chefs de stations font preuve, à cette occasion d'un peu plus de cœur que ce rédacteur d'un journal dans lequel nous avons l'habitude, heureusement, de lire des choses empreintes d'un peu plus d'humanité.

LA SANTE DE M. DURAND

M. Durand, patriote et citoyen français staltonné moyen, dont l'état physique laissait à son entourage, la semaine dernière, de vives inquiétudes, a été obligé de s'aliter dimanche. Les docteurs qui avaient réservé leur diagnostic ont publié hier le bulletin de santé suivant :

Etat fébrile accusé dû à une infection microbienne d'origine parasitaire ; les multiples ponctions faites à ce jour ont fatigué énormément le malade, température 36 degrés, poids 80. La convalescence sera longue ; car débarrasser le malade des parasites qui l'affaiblissent n'irait sans quel que danger.

Docteurs Dupont et Martin.

CANNIBALISME MUSICAL

La musique semble aujourd'hui, dans les pays dits civilisés, à bout d'inspiration. Energiquement impulsée par des managers, ces derniers ont fait accepter au public des productions bizarres et saugrenues.

Le plus curieux et le plus regrettable est que le public accepte avec sympathie ce qu'on lui présente ; cris et hurlements d'anthropophages, de primitifs, scies populaires idiotes, plaisanteries de café-concert, etc. deviennent des sources d'harmonie et sont débités en tranches (voyez disques) — dans l'abattoir à musique de Duhamel probablement — et diffusés par T.S.F.

Ne désespérons pas de voir le pétomane enregistrer ses œuvres ou diffuser son répertoire sur nos postes nationaux.

cons de vivre et par cette confrontation l'infamie duplicité des gouvernants apparaît en pleine lumière.

L'identité des souffrances, des pauvres espoirs, des humides préoccupations de ceux qui travaillent et qui peinent fait ressortir l'infamie des haïnes artificielles et criminellement entretenues par maîtres et pour leur profit.

Les mains, les pauvres mains des fouleurs de la glèbe, des fécondes de tous les pays, que ne se sont-elles jointes par-dessus les frontières plutôt de faire les gestes de mort et de fratricide.

C'est sur cette jolie métaphore que livre s'achève.

On le voit : il y a là une idée directe et excellente.

Au surplus, il circule dans tout le livre un souffle pur et sain qui nous change assez de écumantes histoires de l'assassinat gigantesque de 1914-1918.

Regrettons pourtant que, par-ci, par-là, Marcelle Capy se fasse de la valeur pécuniaire des races une conception un peu trop catégorique.

Certaines généralisations sommaires tentent à quelques réserves et nuisent un peu à l'unité de l'esprit du livre.

Mais nous aurions mauvaise grâce à cacher sur des vétilles et, somme toute, dans l'ensemble, Les hommes passèrent est un bon bouquin.

LE LISEUR.

— Comment, sans avoir perdu l'esprit, peut-on songer à la guerre, entretenir quelque illusion sur ses effets et penser à lui demander ce que la paix ne peut offrir ?

Ne parlons que raison. Une guerre, jadis, pouvait après tout se justifier par ses résultats. Elle pouvait se considérer, quoiqu'un peu atroce, comme le passage, par la voie des armes, d'une situation définie à une situation définie. Elle pouvait faire l'objet d'un calcul. Elle était entre deux parties une affaire qui se réglait entre deux armées. Le débat était limité ; les pièces du jeu, dénombrables ; et le vainqueur enfin prenait son gain, s'agrandissait, s'enrichissait, jouissait longtemps de son avantage.

Mais l'univers politique a bien changé ; et la froide raison qui, dans le passé, pouvait spéculer sur les bénéfices d'une sanglante entreprise, doit admettre aujourd'hui qu'elle ne peut que s'égarer dans ses prévisions. C'est qu'il ne peut plus être de conflits localisés, de duels circonscrits, de systèmes belligères fermés. Celui qui entre en guerre ne peut plus prévoir contre qui, avec qui, il l'achèvera. Il s'engage dans une aventure incalculable, contre des forces indéterminées, pour un temps indéfini. Que si même l'issue lui est favorable, à peine la victoire saisie, il devra en disputer les fruits avec le reste du monde et subir peut-être la loi de ceux qui n'auront pas combattu. Ce dont il est assuré, ce sont des pertes immenses en vies humaines et en biens, qu'il devra éprouver sans compensation, car dans une époque dont les puissants moyens de production se changent en quelques jours en puissants moyens de destruction dans un siècle ou chaque découverte, chaque invention vient menacer le genre humain aussi bien que le servir. Les dommages seront tels que tout ce qu'on pourra exiger du vaincu épuisé ne rendra qu'une infime fraction des énormes ressources consumées. Voilà des certitudes. Il s'y ajoute une forte et redoutable probabilité, qui est celle de désordres et de bouleversements intérieurs incalculables.

Paul VALÉRY.

A PROPOS DE LA DÉFENSE DU DROIT D'ASILE

Aux Marseillais et à quelques autres

Dans un article intitulé : « Devons-nous continuer ? », nous demandions aux compagnons, voilà quelques semaines, si nous devions tenter d'arracher le droit d'asile non pas seulement en faveur de camarades dont les cas sont de temps en temps portés à notre connaissance, mais l'arracher pour tous les camarades de langue étrangère que la lutte sociale et les vicissitudes de l'existence rejettent sur le territoire français.

Nous n'étions pas obligés de formuler cette interrogation. Le Comité de défense du droit d'asile est majeur et peut se lancer de lui-même dans n'importe quelle bataille. Mais la campagne que nous envisagions pouvait durer plusieurs années, demander d'efforts inouïables, et, à notre sens, l'union des anarchistes était dans ce cas nécessaire. Car à quoi bon amorcer toujours de nouvelles actions et toujours les abandonner parce que l'élan a été mal pris ou que la zizanie s'est introduite dans nos rangs.

**

A-t-on fait à la question que nous posions une réponse négative de quelque côté que ce soit ? Non ! A part la réponse de Marseille que nous publions ci-dessous parce qu'elle indique un état d'esprit, une façon de penser et d'argumenter qui peut être plus spéciale à Marseille.

On nous a plutôt poussés à entreprendre cette campagne pour le droit d'asile, mais avec de telles réticences, du côté de certains militants, que nous avons deviné que nous serions contraints de rebrousser chemin à peine l'action engagée.

Pour cette raison nous ne l'engagerons donc pas, et pour cette raison encore : que le mouvement anarchiste est trop faible présentement pour que nous risquions de le diviser davantage.

**

Marseille ne nous a pas convaincus. Et nous venons de dire à quels sentiments nous obéissions en ne portant pas secours à nos camarades de langue étrangère sous la forme la plus susceptible de leur garantir, au temps où nous sommes, le meilleur droit d'asile.

Nous publions donc la réponse de Marseille, pas avant toutefois d'avoir reçu quelques points de sa « lettre ouverte ». Mais ce faisant nous n'ouvrons pas une polémique.

**

La lettre ouverte contient sur les idées anarchistes quelques vérités premières auxquelles nous ne contredisons point. Tout au plus déclarons-nous que les camarades de Marseille auraient pu ne pas aujourd'hui leur lettre de considérations hors du sujet.

**

Le Comité de Défense du droit d'asile, composé exclusivement de camarades anarchistes a été créé voilà 4 ans pour assurer la défense d'Ascaso, de Durutti et de Jover. Son action a-t-elle été à ce point opérante ? Ascaso, Durutti et Jover sont morts de la dureté de la prison, ainsi que de douzaines d'autres que le Comité a pu maintenir en France en dépit des mesures d'expulsion prises contre eux. Et, d'ailleurs, nous reproche Marseille : notre action a son peu de résultats ? Et cette action tant décriée par les Marseillais l'a-t-elle été moins si à chaque bataille nous avons obtenu la victoire ?

**

Le groupe d'action de Marseille écrit : « Par suite de circonstances complexes, la République a perdu de sa pureté, et le droit d'asile, le droit d'union, la liberté individuelle, le droit d'asile. L'expulsion administrative, qui est une arme maniée par tous les États aux abois, fut de plus en plus appliquée. »

Nous n'avons jamais, nous, reconnu une telle pureté à la démocratie républicaine, mais puisque le groupe d'action admet que dans le passé le droit d'asile a été plus largement accordé aux proscrits, pourquoi voudrait-il nous enlever le droit d'espérer qu'il peut en être de même dans l'avenir ?

**

Les camarades marseillais reprochent à notre Comité de batailler seulement en faveur des buts qu'il s'est assignés. Le Comité de défense du droit d'asile n'a jamais cru qu'il devait se substituer à l'Union anarchiste et faire les critiques générales du régime bourgeois et aussi la propagande générale en faveur des idées anarchistes, ce travail étant dévolu à l'U. A. C. R.

**

Les camarades marseillais oublient trop au cours de certains passages de leur lettre que nous ne sommes pas en Anarchie. Évidemment, lorsque nous vivons en Anarchie le droit d'asile et bien d'autres droits seront donnés aux hommes. Ce n'est pas le cas, hélas ! et faut-il en attendant vivre le plus misérablement pour être dans la note anarchiste... marseillaise ?

Y a-t-il contradiction entre les principes anarchistes et le fait de vouloir en régime capitaliste élever le niveau d'existence de l'être humain ? Le Tout, oui, il faut le vouloir et faire en sorte de l'obtenir, mais ne faut-il pas dès aujourd'hui arracher le peu qui contribuera tout de même à augmenter notre standard de vie ? Et, pour en revenir aux proscrits et aux exilés, est-ce les diminuer et nous diminuer nous-mêmes que de batailler pour le droit d'asile avec le concours d'individuels étrangers à notre mouvement, puisqu'il se s'agit pas en la circonstance de propagande spécifiquement anarchiste, mais d'une solidarité que nous ne sommes pas seuls à revendiquer ?

Dans tous les temps, d'ailleurs, et dans tous les pays, les anarchistes n'ont-ils

pas, pour des buts déterminés, marché avec des gens qui n'étaient pas de leur bord ? Pour réclamer l'amnistie par exemple, qu'une loi pourtant consacre en définitive.

Puis — disons-le puisque l'on semble l'oublier — nous n'avons jamais entrepris de campagnes ni de démarches en faveur d'exilés, de proscrits et d'emprisonnés que nous n'ayons été approuvés par ces exilés, ces proscrits, ces emprisonnés. Sacco et Vanzetti, Ascaso, Durutti et Jover ; Berneri... et tant d'autres ont toujours approuvé notre façon de les défendre. Est-ce que les camarades de Marseille mettraient en cause le révolutionnarisme et l'anarchisme de ces compagnons-là ? Nous avons d'ailleurs remarqué que les critiques nous venaient souvent de copains qui n'avaient jamais souffert eux-mêmes d'un long emprisonnement, ni de la dureté de l'exil. C'est là du « purisme » facile et à bon compte.

Nous nous rappelons que les Marseillais n'en sont point à leur coup d'essai ; ils ont si l'on peut dire, la spécialité du genre. Quelques mois avant l'arrestation de Sacco et Vanzetti ils nous avaient déjà fait savoir que nous trahissions la cause de l'anarchie et la mémoire des deux martyrs en les défendant comme nous le faisons. Nous nous souvenons qu'ils terminaient leur diatribe d'alors par ces strophes empruntées au fameux Paul Déroulède :

En avant ! tant pis pour qui tombe
La mort n'est rien. Vive la tombe !

C'était odieux et profondément ridicule. Le plus triste c'est que les camarades marseillais en sont toujours à épeler « farouchement » ces vers-là.

Pas plus aujourd'hui qu'hier, nous ne sommes d'accord avec ceux qui nous ont critiqués si violemment hier et qui continuent aujourd'hui. Nous attachons plus d'importance que cela à la vie d'un cama-

rade, et pour si belle et si instructive que soit la mort d'un des nôtres, nous préférons qu'il vive, surtout lorsqu'il est de la trempe de ceux en faveur de qui nous avons agi de notre mieux.

**

Le groupe d'action nous conseille, pour conclure, de ne plus défendre nous-mêmes les emprisonnés et les exilés. Il propose que nous nous adressions au Comité de défense sociale qui, lui, ferait en notre lieu et place toutes campagnes et toutes démarches.

En plus de notre droit, que nous voulons conserver, de pouvoir soutenir et défendre nous-mêmes les militants frappés, nous faisons observer aux camarades de Marseille l'illogisme de leur proposition. Car comment une chose qui serait déshonorante lorsqu'elle est faite directement par nous, deviendrait-elle honorable quand le Comité de défense sociale, à notre demande, l'accomplirait ?

« Sommes-nous anarchistes, sommes-nous réformistes dans l'accomplissement de notre action de solidarité ? » interroge Marseille.

Pareille question nous fait sourire et nous laissons aux lecteurs le soin de faire eux-mêmes la démarcation et de reconnaître aussi en même temps le degré d'anarchisme ou de réformisme chez tous les anarchistes, soit qu'ils se trouvent dans les hautes sphères de l'idée pure ou sur la terre à terre de la vie quotidienne.

En tout cas nous pouvons, pour conclure, dire cela : si nous avions été encouragés nettement, sans arrière-pensée à engager cette campagne pour l'abolition de l'expulsion administrative et pu la mener à bonne fin, c'est pour les camarades de langue étrangère l'assurance qu'ils n'étaient plus d'une heure à l'autre à la merci de la police ; c'était leur redonner confiance, audace et la possibilité d'être ici, comme dans leur pays d'origine, des militants de premier ordre.

LE BUREAU DU COMITÉ
DE DÉFENSE
DU DROIT D'ASILE.

LETTRÉ OUVERTE

au Comité de Défense du Droit d'Asile

Dans le Libéraire du 22 novembre, le Comité du D. A. s'est adressé aux Anarchistes et a formulé une interrogation précise, sous le titre :

« Devons-nous continuer ? » Il se déclare disposé à persévérer dans l'œuvre entreprise si les anarchistes sont décidés à le seconder « sans restrictions », sinon il renoncera aux campagnes engagées.

Dans ces conditions le groupe d'Action Anarchiste de Marseille estime devoir répondre à l'appel du Comité du D. A.

1° Pour marquer l'intérêt et l'attention que le Groupe porte à cette question.

2° Pour que son silence ne puisse être interprété comme une adhésion à la propagande du D. A. qui est en fait condamnée par le Groupe de Marseille.

3° Pour expliquer avec calme et retenue, mais fermement, les principes qui sont à la base du Groupe de Marseille dans son action en faveur des camarades de langues étrangères qui sont actuellement en France.

Camarades,

Le Groupe d'Action Anarchiste de Marseille tient, avant toute chose, à déclarer que la question du « Droit d'Asile » ne lui est pas indifférente. Sur les indications et les renseignements fournis par le « Comité de Défense Sociale », le Groupe s'est toujours intéressé au sort de ceux de nos frères qui sont victimes de l'adversité sociale.

Camarades proscrits, exilés, compagnons de langues étrangères de situation régulière ou non, Anarchistes traqués par les Gouvernements, menacés par l'arbitraire des pouvoirs, tous ont toujours trouvé en nous des défenseurs actifs et solidaires.

Dans le passé nous n'avons jamais marchandé nos efforts, conférences, meetings, affiches, tracts, brochures, secours de toute nature ont été prodigués par le Groupe. Un passé récent démontre éloquentement que nous avons conscience de la situation précaire de nos amis, et que nous savons faire les efforts nécessaires pour manifester notre solidarité.

Aujourd'hui comme hier nous sommes prêts à nous dépenser avec ardeur pour aider fraternellement les Camarades présentement en difficultés.

Les compagnons de langues étrangères réfugiés en France sont dans une situation précaire, nous le savons, et nous en souffrons, mais nous pensons que cette situation pose un problème qui réclame une solution autre que celle qui lui a été donnée par le Comité de Paris.

En fait, pour résoudre avantageusement le problème, il s'est créé un comité de défense du Droit d'Asile, qui a eu et qui a encore l'appui constant du Libéraire.

A notre avis, la solution choisie par le Comité de Paris s'est révélée dangereuse pour la propagande Anarchiste et inopérante dans ses résultats.

Nous estimons que les principes du C. D. A. et ses méthodes sont condamnables pour des Anarchistes et c'est pourquoi nous répondons à la question du C. D. A. du Libéraire, n° 283. Non, vous ne devez pas continuer dans les formes passées.

Nous estimons que les principes du C. D. A. sont mal définis et prêtent à mésinterprétation, avant tout nous demandons une déclaration explicite et sans équivoque qui permette aux Anarchistes de savoir si le C. D. A. est une expression du mouvement réformiste ou s'il prétend être une phase de l'action anarchiste.

Le Groupe d'action A de Marseille pour préciser sa réponse négative rappelle les origines du C. D. A. et la campagne menée par lui.

Nous savons que depuis quelques années le régime de police a créé l'insécurité dans les milieux étrangers qui étaient venus en France avec l'espoir et la confiance pour y trouver un asile.

Par suite de circonstances complexes mais suffisamment connues la démocratie républicaine a perdu de sa pureté, et parallèlement ont diminué, la liberté de la presse, le droit de réunion, la liberté individuelle, le droit d'asile. L'expulsion administrative qui est une arme maniée par tous les États aux abois fut de plus en plus appliquée.

Inquiets de ces faits, se substituant au Comité de défense sociale existant, des camarades créèrent le groupe de défense du Droit d'Asile. Au lieu de rechercher les causes directes, d'analyser la situation et d'engager la lutte contre les puissances responsables le C. D. A. estima au contraire que ses efforts devaient porter sur les possibilités de réduire les dégâts dans les milieux étrangers par l'application répétée de la soupape de sécurité gouvernementale appelée expulsions administratives.

Pour cela ses principes d'action furent nettement réformistes. En premier lieu une agitation fut créée autour de cas particuliers qui visaient surtout à démontrer l'arbitraire des pouvoirs qui outrepassaient leur rôle de police sortent de la légalité.

2° L'agitation continua en demandant aux pouvoirs supérieurs qu'ils agissent pour que soient respectées les lois et que les décisions de police ne soient pas appliquées suivant le bon plaisir des préfets, commissaires, etc.

3° L'action se précisa dans le même sens et le C. D. A. fut amené à défendre et à soutenir la thèse d'une réforme législative où l'expulsion administrative ne pourrait avoir lieu que dans le cas où, après un délit caractérisé, l'expulsion serait incluse dans le jugement.

Pour mener à bien les campagnes engagées suivant le processus réformiste, le C. D. A. eut logiquement recours aux politiciens actuellement dans l'opposition, en particulier à l'ancien président du Conseil J. Caillaux, celui qui l'histoire appelle « caillaux de sang », ou encore à un Moro de Gaffieri, avocat de basse politique, adhérent au parti républicain socialiste, tous élus des comités électoraux en attente d'exercer le pouvoir, aux ministères de l'Intérieur, de la Justice, etc.

Nous constatons qu'après des mois, des années mêmes d'action réformiste inopérante puisque sans résultat, le C. D. A. est amené à glisser toujours davantage vers l'espérance parlementaire, qui ne peut trouver son couronnement que dans la suite logique et inéluctable d'une action électorale qui donnerait le pouvoir aux partis de gauche susceptibles de réaliser la réforme souhaitée par le C. D. A. et signée déjà par les parlementaires d'opposition.

Le C. D. A. demande aux anarchistes leur appui sans restrictions pour continuer dans cette voie.

Le groupe d'action anarchiste de Marseille ne veut pas être complice, puisqu'il n'est pas dupe et répond non.

Nous disons que la pensée du C. D. A. est en dehors des conceptions anarchistes et l'examen nous montre qu'elle se confond avec celle de la Ligue des droits de l'homme qui demande le respect des lois et l'humanisation du Code.

Contre cet état de chose, nous protes-

tons et demandons la suppression du comité de Droit d'asile, qui est un groupe dont les principes et les méthodes sont contraires aux principes généraux de l'anarchisme.

Nous estimons que les anarchistes n'ont pas à lutter pour le respect et la défense des principes démocratiques.

Au contraire, ils doivent dénoncer la démocratie, combattre l'Etat républicain, ils font la preuve de l'impuissance parlementaire et la vanité des réformes. Les anarchistes peuvent subir les lois, mais refusent reconnaissance à la morale d'Etat qui dicte les droits et les devoirs des citoyens.

Ils ne peuvent, sans être illogiques et contradictoires, demander au gouvernement d'augmenter leurs droits et de diminuer leurs devoirs, cela supposerait qu'ils s'engagent à remplir les devoirs inscrits dans les lois, en compensation des droits que la loi leur reconnaît.

En résumé, la création d'un comité de défense des droits légaux, en l'occurrence du droit d'asile, ne peut être le fait de camarades anarchistes.

L'action réformiste de solidarité et les intentions fraternelles des camarades français, qui sont en sécurité (dit le comité), placent les anarchistes étrangers réfugiés en France dans une situation paradoxale et inacceptable.

Où bien : les étrangers obéissent docilement aux lois françaises, acceptent les règlements qui les concernent, ne participent à aucune propagande subversive, n'ont point de relations avec les anarchistes français, c'est-à-dire sont en tout point conformes aux désirs et aux besoins du gouvernement français et, dans ce cas, les campagnes du comité de défense du Droit d'asile peuvent aboutir à une reconnaissance paternelle des quatre-vingt-dix-neuf pour cent des étrangers.

Est-ce cela que veulent les anarchistes ?

Où bien : les étrangers qui viennent en France n'abandonnent rien de leur individualité, de leurs espérances, de leur puissance d'action ; continuent à être ici ce qu'ils étaient ailleurs : syndicalistes, communistes, anarchistes, et de ce fait s'exposent aux rigueurs des règlements en fonction : expulsion, poursuite, etc., etc.

Pour ceux-là, l'action du comité de défense du Droit d'asile est nulle et inopérante, ils restent en dehors et sont à priori exclus des résultats problématiques du comité du Droit d'asile. Sur cent étrangers, quatre-vingt-dix-neuf conformistes et un révolutionnaire, et c'est le révolutionnaire, l'ami, le camarade qui se trouve abandonné à son sort.

Est-ce cela que veulent les anarchistes ?

En tout cas, le comité de défense du Droit d'asile ne peut prétendre faire de la solidarité anarchiste, encore moins agir suivant les principes anarchistes, le comité ne doit pas s'étourdir si les anarchistes refusent leurs concours sans restrictions qu'il demande et même si des critiques anarchistes se manifestent.

Camarades,

Il n'est pas moins vrai que la situation tragique des compagnons proscrits, traqués, expulsés quelquefois de deux, trois et même quatre pays, réclame une action virile de solidarité.

Le groupe d'action anarchiste de Marseille demande que les camarades reviennent à l'ancienne conception du comité de défense sociale.

Le comité a comme attribution de recevoir tous les appels de détresse et, au besoin, de les susciter.

Il s'occupe, en premier lieu, d'assurer la défense judiciaire en cas de besoin.

Il réunit toute la documentation qui lui parvient, établit les dossiers et examine dans quelle mesure et par quels moyens il peut être apporté remède aux situations en détresse dont il a connaissance.

Tous les cas qui peuvent recevoir une solution sont transmis, par l'intermédiaire du comité, aux groupes constitués pour la défense des lois, Ligue des droits de l'homme, loges maçonniques, etc.

S'agit-il d'un cas de répression contraire aux principes de la démocratie républicaine, il adresse copie du dossier aux groupes républicains, progressif, laïque, etc. Il rappelle à ces groupes que les cas qui leur sont adressés rentrent dans le cadre de leurs statuts et au but pour lequel ils ont été créés. Il y a-t-il illégalité flagrante, déni de justice, iniquité de jugement, arbitraire des pouvoirs, le comité met la Ligue des droits de l'homme et les loges maçonniques devant leurs responsabilités, il fournit les documents, demande à ces groupes d'agir conformément à l'esprit de leurs chartes.

Le comité de défense sociale a surtout une tâche administrative qui demande beaucoup d'initiative et d'activité, mais son travail de bureau se fait en dehors de tout marchandage, de toute compromission, de toute alliance même tacite avec les groupes légalisés.

Le comité n'est pas lié en aucune façon avec les campagnes qu'il a pu faire naître.

Les loges maçonniques, la Ligue des droits de l'homme, les radicaux, les républicains, les démocrates placés devant leurs responsabilités, stimulés par les documents fournis par le comité, fouaillés par les anarchistes, peuvent se mettre en action, mais leurs actes ne seront toujours qu'en rapport de leurs doctrines et de leurs buts politiques, aussi il est essentiel que ni le comité, ni les anarchistes ne fassent œuvre commune avec eux.

La tâche du comité de défense sociale ne prête ainsi à aucune équivoque.

Par ailleurs, en dehors de tout autre milieu, grâce aux documents du comité, mais sans rapports de politiciens ligueurs ou maçons, les anarchistes organisent une campagne précise, documentée, intelligente, soutenue contre les pouvoirs publics, en dénonçant la situation faite à ceux qui ne se courbent pas aux exigences de la raison d'Etat.

Pour mener à bien ces campagnes, les anarchistes s'adressent directement à l'opinion publique, à qui ils soumettent une masse de faits patents et leurs conséquences.

Ils agissent par la presse, les brochures,

l'affiche, les meetings, démontrent l'horreur des situations qui sont faites aux expulsés, proscrits, etc., etc.

Puis, ils passent à l'examen des responsabilités.

Dans ce but, il est utile que les anarchistes se pénètrent bien de la situation politique et sociale.

Il s'agit pour eux d'avoir une compréhension claire des événements contemporains et de soumettre les faits d'actualité à un examen sévère de critique anarchiste.

Il est nécessaire de démontrer à l'opinion publique que l'expulsion administrative, la chasse aux proscrits, la perte du droit d'asile, les attentats à la liberté individuelle, ne sont pas des actes émanant de la volonté des hommes au pouvoir, hier Tardieu, demain X... ou Y..., non, mais que le mal est ailleurs, autrement profond.

Il est évident que ce ne sont là que des aspects de la lutte que soutient le capitalisme, qui s'emploie de toutes ses forces à vivre et à durer.

Les contradictions internes qui le rongent le placent dans une situation difficile et instable.

Les oppositions politiques sont inconciliables : les États, nations, même fédérations d'États, multiplient leurs efforts pour éviter les luttes intestines qui les briseraient, mais ils ne peuvent trouver la paix qu'à la condition sine qua non de renoncer aux raisons mêmes qui font leur existence.

L'impuissance capitaliste à résoudre les problèmes primaires de l'économie sociale lui fait un devoir de classe de s'organiser et de se défendre contre les producteurs lésés et spoliés.

La solidarité d'Etat à Etat, de classe à classe à travers les frontières fait que le ministre des Affaires étrangères exige de celui de l'Intérieur les actes de répressions commandés par les besoins de la diplomatie.

Comme les atteintes à la liberté individuelle sont le résultat d'une politique intérieure qui veut la « Sauvegarde de l'Etat ».

Il est clair que l'absence de combativité révolutionnaire et l'indifférence populaire sont responsables de cet état de fait rétrograde et réactionnaire.

Le mal est donc nettement dans le capitalisme et dans l'Etat.

Le remède ne peut être que dans l'action révolutionnaire et dans la conscience populaire.

Il faut donc bien déclarer à l'opinion publique que les partis d'opposition au gouvernement ne peuvent ni plus ni moins que ceux qui sont au pouvoir.

Il est donc indispensable de poser le problème dans des termes qui ne laissent place à aucune équivoque ni confusion.

La solution est donc toute entière dans le réveil révolutionnaire et dans l'action directe des masses ouvrières.

Les campagnes anarchistes en faveur des étrangers ne peuvent trouver une solution favorable que dans ce sens.

Toutes les autres solutions ne sont que des trompe-l'œil et des narcotiques qui se retournent en définitive contre le but qu'elles veulent atteindre.

Nous voulons espérer que les compagnons comprendront le danger de l'action réformiste du C. D. A., qu'ils se ressaisissent en engageront sans tarder la vaste campagne nécessaire pour préparer un asile fraternel à ceux des nôtres qui ne sont actuellement dans le monde que des « bêtes traquées ».

Pour l'action anarchiste en leur faveur, le groupe d'action anarchiste de Marseille répond : présent.

Camarades, choisissez et répondez.

LE GROUPE D'ACTION
ANARCHISTE DE MARSEILLE.

CONTRE LE CHERCHE-MIDI

Le Semeur participe à notre campagne

Le Semeur a décidé d'appuyer d'appuyer, de toutes ses forces, la campagne d'agitation contre le Cherche-Midi. Nos amis du Semeur, avec Barbe et Bauchet, deux compagnons qui ont subi les horreurs du régime des prisons militaires, participent activement à la préparation de l'agitation. Une souscription publique organisée par le Semeur a rassemblé pour une première liste la somme de 300 francs. Pour lutter contre le militarisme et ses prisons, les compagnons se rassemblent. Bravo !

Le Syndicat des Terrassiers également

L'Assemblée générale des terrassiers confédérés, qui s'est tenue le dimanche 25 janvier, salle Bondy, à la Bourse du Travail, a décidé de participer à l'agitation.

Après une intervention du camarade Hubert l'Assemblée a pris la résolution de faire circuler sur les Chantiers les listes de souscription du Comité d'action contre le Cherche-Midi.

Au nom du Comité, nous soulignons cette attitude des ouvriers terrassiers confédérés, qui n'hésitent pas à participer à une bataille contre les despotes militaires.

Notre souscription

Nous insistons une fois de plus pour que tous fassent vite, de manière à rassembler la somme nécessaire pour mener l'agitation et éditer une brochure.

Nous avons reçu un total d'environ 1.000 francs, mais les dépenses s'élèvent déjà à près de 500 francs, et pour organiser notre grand meeting, 3.000 francs au minimum seront nécessaires.

Aidez-nous, camarades, et vite !

Adresse du Comité d'action contre le Cherche-Midi :

Secrétaire : Pierre ODEON, Maison Barret, 10, rue de l'Arbalète, Paris (5^e).

Tresorier : Georges GIRARDIN, 79, rue du Cardinal-Lemoine, Paris (5^e).

Dans les Syndicats

C. G. T. S. R.

Leur mentalité

Partout l'on débauche et il n'est pas excessif de dire que la crise économique actuelle n'a pas atteint son plafond.

Résultat du travail en série, standardisation, rationalisation, à l'heure présente, ce sont les exploités qui crient les plus fort sur le nombre d'étrangers jetés sur le marché du travail de ce pays.

Qui a fait venir ces malheureux ? Les entrepreneurs avec l'assentiment des gouvernements, ceux-ci et ceux-là sont complices. Tous les organismes et journaux d'exploiteurs ont réclamé des « spécialistes » alors que dans le bâtiment français, la main-d'œuvre cataloguée comme telle n'a jamais fait défaut.

L'homme lige de Bagdad en même temps qu'avocat d'affaires a acquiescé aux demandes patronales.

Résultat pour nous : longues journées, salaires avilis et chômage.

Non mais, sans blague !... Dans un pays comme le nôtre, et, nous seules-tu, permis de vous traiter de menteurs, messieurs les exploités.

De même qu'un escroc se méfie toujours d'un honnête homme, vous laissez entendre qu'un syndicaliste révolutionnaire de ce pays n'a pas de capacité corporative, menteurs.

Nos exploités ne manquent pas de cynisme, ils osent écrire « La France aux Français » après s'être servi des pauvres bougres qu'ils ont fait venir de tous les pays fascistes d'Europe pour empiéter leurs coffres-forts. L'on ne peut être plus jésuite.

Il faut que nos maîtres sachent qu'aucune diversion ne sera tolérée de notre part dans un but de représailles, toutes les victimes des gouvernements étrangers réfugiés ici sont sacrées ; nous les soutiendrons, ces pauvres bougres, en aucune façon ils ne sont responsables de la crise actuelle.

Drôle de mentalité, celle de ces exploités « internationalistes » et par surcroît « superpatriotes ». Attention les gars !.

La treizième Région fédérale du Bâtiment

Chambre Syndicale des Métallurgistes de la Seine. — Aujourd'hui samedi 31 janvier, à 15 heures, assemblée générale de l'organisation, salle des Commissions, 5^e étage, à la Bourse. En raison de l'importance de l'ordre du jour, présence de tous indispensable.

Tous les samedis, de 15 h. à 18 heures, et tous les dimanches, de 9 h. à 12 heures, permanence au siège, bureau 21, 5^e étage, Bourse du Travail.

C. G. T.

Chez les Terrassiers. — Les camarades membres du Conseil ont pris d'assister à la réunion du Conseil qui aura lieu le vendredi 30 janvier, à 17 h. 30, au siège, pour le Syndicat.

Le Secrétaire : Dichamp.

LA VOIX DE PROVINCE

Adresser ce qui concerne la « Voix de Province » à Pierre Lentente, au « Libéraire », 186, boul. de la Villette, Paris (19^e).

LYON

A P. O. T. L., quel marasme !

Depuis un mois ou deux, la corporation est tombée dans un état de décomposition moral indicible. Jamais il ne s'est passé des choses aussi abominables.

Tout d'abord, il faut citer les faits tels qu'ils sont. Le 16 décembre dernier, une grève fut décidée, sans grande préparation, en faveur d'un camarade qui avait été licencié six mois plus tôt, ce qui fait que ce mouvement venait un peu tard.

Sous quelle inspiration fut-il engagé ? Je me le suis bien demandé. Sans plus d'agitation et sachant que la corporation n'était pas mûre pour faire une grève de solidarité, n'ayant pour cela pas suffisamment de cohésion entre les éléments qui la composent ; sachant, certes, que les éléments qu'on traite de réformistes, susceptibles de trahir la cause au premier moment. C'est du reste ce qui se produisit dès le premier jour. La naïveté de ceux qui avaient confiance dans les syndicats était fortement compromise.

Après trois jours de grève, la corporation était vaincue et une certaine d'ouvriers, pris parmi le tas étaient révoqués et les autres entraînés la tête basse sans protester et, mieux que cela, les opposants de l'ancien bureau eurent même l'audace de jeter la suspicion envers les victimes, alors que le mouvement avait été trahi par eux d'une façon honteuse dans les dépôts où ils étaient encore influents.

A ce jour, ces mêmes personnalités veulent par toutes sortes de tentatives reprendre la direction du Syndicat, pour mieux satisfaire leur basse vengeance contre leurs adversaires de tendances, mais qui est-ce qui paiera ? Ce sont les employés et les ouvriers qui travaillent, parce que la compagnie saura, à l'avenir, récompenser tous ceux qui servent ses intérêts. Bien peu savent discerner leurs ennemis dans tout cela. Et, cependant, ils pullulent dans leur rang ceux qui veulent trahir sur leur dos en recommençant le pataugeage qu'ils ont jadis opéré dans les Caisses.

Leur syndicalisme ne dépasse pas le bord de leur portefeuille.

Tous ceux qui ont milité dans les organisations lyonnaises, depuis nombre d'années, avant et après la guerre, en savent quelque chose, et peuvent confirmer mes dires, car le nombre des dévoués pour la noble cause, est infime, en dehors des partis, ce qui dénote l'esprit d'un syndicalisme plus que douteux. C'est pourquoi il est à désirer de voir renaître un esprit de confiance et d'entente, à seule fin d'arracher à l'exploitation, le bien-être et la liberté pour lesquels le syndicalisme doit lutter.

J'y reviendrai.

Un employé libéraire.

(1) Ce qui n'empêche pas ces gens-là de parler d'unité.

La tournée de propagande de G. Bastien

Sur l'initiative du groupe de Toulouse, aidé par quelques groupes de la région, une tournée de propagande a été organisée avec le concours du camarade G. Bastien, d'Amiens, qui traite le sujet : « Avons-nous la guerre ? »

Dans cet exposé, l'orateur situe nettement la position des anarchistes vis-à-vis du patriotisme, du militarisme, des armements et de la guerre. Il montre ce que sera la guerre de demain, les moyens employés pour la préparer ; dénonce la vague du nationalisme qui déferle, les armements qui se multiplient, expose les raisons qui peuvent provoquer les nouveaux conflits, raison politique et raison économique.

Puis, après avoir montré le peu de confiance que l'on doit avoir envers les pacifistes de Genève et d'ailleurs, il conclut que seule, l'action populaire, individuelle par l'objection de conscience, et collective par la révolte générale, peut faire reculer les gouvernements criminels.

A BEAUCAIRE, le lundi 12 janvier, réunion organisée par le syndicat autonome et le groupe libéraire. 250 auditeurs environ. Public sympathique. Réunion calme. Pas de contradictions.

A ALES, le 13 janvier, un temps épouvantable, neige, froid glacial, verglas, a entravé la réussite de la réunion. Une cinquantaine de dévoués ont bravé la température pour venir. Réunion calme.

A BEZIERS, le 14 janvier, dans l'immense Salle de la Maison du Peuple, pas chauffée malgré le froid, un peu plus de 300 auditeurs. Réunion calme. Un jeune bolcheviste vient, assez timidement, esquisser une tentative de contradiction, en vantant la Russie pacifiste, en parlant de la guerre cherchée contre les Soviets.

Bastien lui répond brièvement par des faits : l'expédition de Chine ; armement intensif de la Russie, etc., et met les gouvernants russes dans le même sac que les autres, au point de guerres et militaristes, aux applaudissements de la salle, moins la petite fraction bolcheviste.

A CARCASSONNE, le 15 janvier, dans une salle de la Mairie. Cette ville n'a jamais été travaillée par la propagande libéraire. C'est presque un début. 70 à 80 auditeurs. Réunion calme. Pas de contradiction.

A SAINT-SULPICE (dans le Tarn), le 16 janvier. C'est également une « première » dans le pays pour la propagande anarchiste. Grâce au dévouement d'un bon camarade du pays, la réunion est bien organisée.

Bastien y traite, pour la circonstance : « Ni Dieu, ni Maître ». Le curé a été invité. Il fait annoncer par l'appariteur qu'il n'ira pas et qu'il invite les partisans de la religion, de la patrie et de l'ordre à ne pas assister à la réunion. Notre ami local fait annoncer à nouveau en révolution. Pensez donc, un anarchiste va parler. La brigade de gendarmerie, en tenue de guerre, patrouille devant la salle.

Résultat de ce tohu-bohu : Plus de 400 personnes assistent à la réunion (Saint-Sulpice a 3.000 habitants). Bastien fait son exposé dans le calme, devant un auditoire qui ne ménage pas ses applaudissements. Pas de contradiction. Réunion superbe.

A TOULOUSE, le 17 janvier. Salle de l'ancienne Université. Environ 300 auditeurs. Réunion bien organisée. Très calme, sans contradiction.

A BAZIEGES, le lendemain, une véritable cabale locale a fait échouer la réunion.

A LAYRAC (Lot-et-Garonne), le 20 janvier, près de 200 auditeurs. C'est très beau pour cette petite commune de 2.000 habitants environ. Belle réunion, sans contradiction.

A AGEN, le 21 janvier, plus de 400 personnes. Les copains d'Agen, qui ont organisé trois réunions, ont bien fait les choses. L'indivisible contradicteur local, l'avocat Pera vient, pendant cinq quarts d'heure, répéter ce qu'a dit l'orateur, puis vante la Russie et parle d'un tas de questions en dehors du sujet. Il est, toutefois, relativement courtisé.

Bastien lui réplique en lui montrant qu'en Russie, c'est comme ailleurs : nationalisme, militarisme, armements, guerres même. L'auditoire applaudit.

Dès que Bastien a fini sa réponse, craignant sans doute que Pera ne remette ça, tout l'auditoire se lève et s'en va.

A PORT-SAINTE-MARIE, joli village sur la Garonne, le 23 janvier. 200 auditeurs environ sont venus de cette commune et de St-Laurent, village de l'autre côté du fleuve. Réunion calme. Sans contradiction.

A BORDEAUX, le 23 janvier, dans la salle de l'Athénée Municipale, salle bien disposée. 400 auditeurs. Après l'exposé de Bastien, un jeune catholique patriote vient faire la contradiction. Il nous apprend que l'Etat, c'est le corps ; la nation, l'âme, et l'ensemble des deux, la patrie. On se tord dans la salle, à l'exception d'un groupe de camelots du roi qui n'ont, d'ailleurs, pas osé entreprendre le chalet.

Le contradicteur nous apprend aussi que si la guerre existe, c'est que Dieu veut punir le peuple incrédule.

Bastien n'a pas eu de peine à mettre « en boîte » ce contradicteur, et la réunion s'est terminée sur une bonne impression.

La tournée se continue par Angers, Trélar et Gien. Nous en donnerons le compte rendu la semaine prochaine.

COMITÉ DE L'ENTR'AIDE

Compte rendu financier du 4^e trimestre 1930

RECETTES :

Collecteur du S.U.B., talons 1.155 à 1.200 : Fontaine, 5 ; Bâtiment d'Argenteuil, 13 ; Métaux autonomes, 45 ; Le Réfractaire, 30 ; Citoyens confédérés, 20 ; A. Aubaud, 5 ; Richomme, 4 ; une servante, 5 ; sub., 15 ; Ruiz Manuel, 6 ; S.U.B. (3 mens.), 30 ; G. Guignand, 10 ; Jacques, 2,50 ; Kornberger, 16,75 ; Gomez, 10 ; Antoine, 10 ; Ganin, 5 ; Section du S.U.B., Ivry, 117,40 ; Chénard, 5 ; Bâtiment d'Argenteuil, 12 ; Gontière, 100 ; X., 50 ; Capelle pour X., 50 ; Ridet, 3 ; Bâtiment de Thourou, 200 ; groupe de montiers en chauffage, 20 ; Gras Louis, 6 ; Raux, 3 ; José Diaz, 2,75 ; les coll. int. S.U.B., 9 ; Claudine Lemoine, 3,55 ; S.U.B. (2 mens.), 20 ; Soubriard, 1,50 ; X., 6 ; une brochure, 2 ; Ganin, 10 ; Rolland, 10 ; Félix, 2 ; groupe intercorporatif Seine (3 mens.), 30 ; X., 1 ; Dupont, 6,75 ; une brochure, 2 ; Métaux autonomes, 45 ; Coiffeurs C.G.T.S.R., 300 ; groupe inter. Seine, 30 ; Chevalier, 10 ; groupe de Montiers en chauffage, 20 ; G. Gaud V., 4 1.332 20

Collecteurs du S.U.B., talons 502 à 511 : Picot, 5 ; Calixte, 5 ; Vial, 1 ; Robert, 5 ; Chausseur C.G.T.S.R., 50 ; S.U.B. (1 mens.), 10 ; Durand (un florin anglais), 10 ; Antoine, 5 ; Fournier, 5 ; Baucher, 5 101

Reçu au « Libéraire » : Tronc, 87,15 ; Lentente, 5 ; Gavardini, 5 ; Lentente, 5 ; Puteaux, 2 ; Linert, 5 ; Charles Gennevilliers, 5 ; Pactole Nevers, 4 ; groupe de Toulouse, 20 ; Benet, 5 ; groupe d'Als, 63,75 ; Postier, 4 ; René, 10 ; Pactole Nevers, 5 225 90

Reçu par chèques postaux : S. Mac Say, 10 ; J.-B. Chovin, 17 ; groupe de Montpellier, 25 ; groupe théâtral de Tours, 200 ; Frascoli, 5 ; P. Richard, 5 ; Piault, 10 ; Union des Synd. Meurthe-et-Moselle, 100 ; S.U. Marins de Dunkerque, 25 ; Frascoli, 5 ; Evrin, 20 ; Guérineau, 5 ; groupe de Toulouse, 10 ; Marins de Dunkerque, 25 ; Leblanc (transmis par « Le Semeur »), 50 ; Union des Travailleurs de Croix-Wasquehal, 50 ; Marie Guillot, 20 ; groupe de Brest, 20 ; groupe de Thiers, 20 ; Synd. d'Ind. métal. du Havre, 25 ; Pro Presos de Béziers, 50 ; groupe de Saint-Etienne, 25 ; Evrin, 10 ; groupe du 18^e, 25 1.012 35

Souscription au groupe de Montpellier : Charles, 5 ; Casécour, 5 ; Fripejo, 5 ; Bruneau, 5 ; Giner, 5 ; Laponne, 5 ; Comequieros, 5 ; Gimenez, 5 ; Ferrer, 5 ; Mosalste, 5 ; le maçon, 5 ; Thomassin, 5 ; El Fardio, 5 ; Guyonard, 10 ; Ch. Triphon, 5 ; N.N., 10 ; Acarria Yvadie, 5 ; Arnal, 5 ; Bombert, 5 ; Jacquier, 5 ; Camille, 5 ; Boidan, 1,50 ; coll. int. sub., 4 ; Net, 5 ; Sellier, 5 ; Santiago, 2 ; Paquito, 3 ; Grison, 2 202

Reçu par lettres, mandats et directs : Simon, 10 ; Demeure, 6 ; Sall, 10 ; Boidan, 1,50 ; coll. int. sub., 4 ; Darnault, 3 ; Frascoli, 1 ; Castiella, 5 ; Guillou, 5 ; C.E.S., Béziers (tr. par Abizanda), 100 ; Piault, 5 ; Le Semeur (tr. par V. Blin), 20 ; coll. int. sub., 62,25 ; L. Renard, 200 ; Pinçon, 10 ; X., 1 ; conférences S. Faure, 250 ; Valentin, 10 ; conf. du 30 nov. Amis du « Libéraire », bénéfices 54, et collecte, 27,80 ; Machiels, 10 ; coll. int. sub., 3,25 ; anonyme de Toulouse, 20 ; Harasse, 5 ; Tétard, 2 ; Rolland, 5 ; 18 nov. ag. du S.U.B., collecte, 58,25 ; chandelier Renout (versé par Ganin), 50,50 ; Cantereau, 30 ; Pangloan, 30 ; Chapelle, 3 ; Cloître, 5 ; Barbon, 10 ; Guérineau, 5 1.012 35

Souscripteur U.L. Syndicats autonomes de Bordeaux : Even, 5 ; Fernis, 5 ; X., 5 ; Cassat, 3 ; Barrière, 2 ; Desvies, 2 ; Nolibois, 2 ; Fresinghes, 1 ; Nelson, 5 ; Barrière, 5 ; Dominique, 5 ; X., 2 44

Fête du 21 décembre, bénéfices 1.215 35

Total des recettes 4.991 25

DEPENSES :

Remis pour Eugène Guillot 450 »
Remis pour Bauret 600 »
Expédié à Delobel et frais 606 60
Expédié à Ghislain et frais 606 60
Expédié à P. Ruff et frais 509 50
Expédié à J. Demarcq et frais 305 75
Remis ou expédié à Noël, Morin et frais 552 15
Remis à Mézières 300 »
Remis pour Berneri 200 »
Remis à Manuel Sauz 150 »
Remis pour Perrinjacq 120 »
Remboursé au « Libéraire » pour Marc Primo 75 »
Remboursé à Theureau (frontière) 50 »
Expédié à Salut 40 »
Corresp., communications, convocations 43 80

Total des dépenses 4.609 40

BALANCE :

En caisse au 1^{er} octobre 2.564 40
Recettes du 4^e trimestre 1930 4.991 25
Avoir 7.555 65
Dépenses 4.609 40

Reste en caisse le 1^{er} janvier 1931 2.946 25

Le trésorier : L. Charbonneau.

Des contrôleurs : A. Mai ; E. Debeure ; A. Frémont ; A. Pinçon.

Comité d'Entr'aide

CAMARADES,

N'OUBLIEZ PAS QUE « L'ENTRAIDE » SOUTIEN LES EMPRISSONNES ET LEURS FAMILLES.

FAITES DONC UN PETIT EFFORT POUR REMPLIR SA CAISSE

Adresser les fonds à Charbonneau, chèque postal 653-87, Paris (1^{er}), rue des Roses, 22 (18^e), ou veuillez les remettre au bureau du S. U. B., Bourse du Travail de Paris.

Comme les autres...

Dans tous les pays du monde les ministres de la Guerre font de beaux discours sur la nécessité d'assurer la Défense nationale, tandis que les ministres des Affaires étrangères parlent de paix et de désarmement.

En U. R. S. S., sur ce point aussi, il n'en est pas autrement qu'ailleurs.

Si Litvinov ne dédaigne pas de faire sa partie dans les conférences internationales du pseudo-désarmement, Vorochilov se montre à la hauteur des Painlevé et autres Maginot.

Nous n'avons pas le droit de perdre de vue, ne fût-ce qu'un instant, le danger qui nous menace du dehors. La nouvelle œuvre de Ludendorff, le général allemand bien connu, qui avait prédit, en son temps, l'approche d'une guerre impérialiste et qui nous avertit actuellement de nouveau de l'approche d'une nouvelle guerre mondiale, atteste ce danger.

Ce langage était tenu par Vorochilov au Congrès des Jeunes Communistes de l'U. R. S. S. En France on tient un langage analogue dans les assemblées des Jeunes Patriotes ou de l'Action Française. Il est assez touchant de voir Vorochilov invoquer la compétence de l'ultra-réactionnaire Ludendorff.

Bien entendu, comme dans tout discours semblable, la proche guerre mondiale sera dirigée spécialement contre la patrie bien innocente du ministre qui parle.

La prochaine guerre est préparée principalement contre l'U. R. S. S.

Nous devons opposer à cette attaque armée de fer bolcheviste, parfaitement entraînée, politiquement ferme et bien armée. Nous devons faire en sorte que la victoire, dans la prochaine guerre, soit remportée, au prix de peu de sang versé. Cette guerre devra être menée sur le territoire du pays qui aura tiré le premier son épée contre nous.

La note humanitaire du « peu de sang » a dû être appréciée par les jeunes auditeurs plus ou moins destinés à faire les frais de l'opération. Quant à la conclusion elle fut digne de prémisses.

Après avoir indiqué que la prochaine guerre sera entièrement une guerre de machines et que le rôle décisif y sera joué par les machines, Vorochilov a invité l'U. R. S. S. à renforcer le travail en général et la production de guerre en particulier.

Ces discours ressemblent agréablement à ceux que tiennent certains en France ou ailleurs pour le renforcement du matériel « de défense nationale ».

Mais au lieu d'écouter les invites des ministres de la Guerre et autres politiciens, les prolétaires, jeunes et vieux, de France, de Russie, d'Allemagne et d'ailleurs, feraient mieux de s'unir pour rendre la guerre impossible et arrêter la « production de guerre ».

LA VIE DE L'UNION

COMMISSION ADMINISTRATIVE

Réunion, lundi soir, à 20 h. 30, au « Libéraire ».

REUNION DE LA C. A. DE L'U. A. C. R.

Séance du 26 janvier 1931

Absent :

Eccusé : Montagut.

Le camarade Odéon explique à la C. A. dans quelles conditions s'est formé le Comité d'action contre le Cherche-Midi et les buts qu'il s'est tracés.

La C. A. de l'U. A. C. R. regrette que le secrétaire du Comité d'action du Cherche-Midi ne l'ait pas avisé au début de sa formation. Odéon et les camarades sont d'accord.

Les camarades du Groupe du V^e, ainsi que Georges Girardin, déclarent repousser les propositions employées par Dauphin-Maurier et la minorité.

Le Groupe de Toulouse demande que l'organisation du Congrès de l'U. A. C. R. soit portée à l'ordre du jour du Groupe.

La proposition du Groupe de Toulouse sera publiée dans le prochain Libéraire.

Loréal ayant perdu tout contrôle de lui-même et s'étant rendu coupable d'une faute grave envers la propagande, la C. A. décide de se séparer de lui et avise les Groupes qu'ils n'ont plus à compter sur lui en tant que propagandiste de l'U.A.C.R.

Une lettre concernant Bidault est adressée au Comité de l'Entr'aide pour l'avis que la C. A. de l'U. A. C. R. retire ses délégués au sein de ce Comité.

Cette décision est motivée par la présence dudit Bidault.

Une page spéciale illustrée du Libéraire sera consacrée à la répression en Russie. Les Groupes auront à cœur de répandre ce numéro afin d'extension notre action contre les bourreaux bolcheviks.

Pour la Commission administrative, P. LENTENTE.

Les camarades des Groupes de province ne doivent pas attendre pour verser leur cotisation à l'U. A. C. R. Adresser les fonds à Pételot, bureau du Libéraire.

PARIS-BANLIEUE

Fédération Parisienne. — Le C.I. qui avait été annoncé pour le 31 janvier est reporté au 7 février, même salle.

Tous les compagnons seront présents à la Fête de Bezons, le 31 janvier.

Groupe des 5^e, 6^e, 13^e et 14^e Arrondissements. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, réunion Maison Barret, 10, rue de l'Arbalète, métro : Place Monge.

Communications Diverses

Groupe d'Etudes Sociales du Havre. — Le jeudi 5 février 1931, salle des fêtes, rue Louis-Kitchener, grande conférence par Jeanne Humbert

« EN PLEINE VIE !!! »

Des idées que l'on peut appliquer aujourd'hui : Libre culture, Nudisme, Naturalisme, Education sexuelle ; Eugénisme (bonne naissance).

Des idées que l'on verra demain : Union libre ; Rajeunissement ; Euthanasie (bonne mort).

« En pleine vie », c'est l'art de conserver à santé, la jeunesse et l'amour, c'est aussi la création d'une nouvelle humanité.

Participation aux frais : 2 francs.

« En pleine vie » aura lieu chez Lachèvre, 9, rue d'Austerlitz et au Groupe les premier et troisième mercredis de chaque mois.

Au camarade Nemo : Que faut-il faire de tes affiches ? Les crimes de l'Eglise ? — Lachèvre.

Groupe Parisien des Amis de l'Encyclopédie Anarchiste. — Nouvelle liste de versements de soutien : Guérineau, 10 fr. ; Dugne, 20 ; Dupré, 10 ; Laurent, 5 ; Châtelain, 30 ; Bernard Feldmann, 20 ; Laurent, 5 ; Besse, 2 ; Guérineau, 10 ; Piault, 10 ; Pelletier, 5 ; Fournier, 5 ; Tétard, 5 ; Dugne, 20 ; Dupré, 20 ; Guérineau, 10 ; Fournier, 5 ; Jourmet, 8 ; Charbonneau, 10 ; Dupré, 10 ; Dugne, 20 ; Laurent, 5 ; Célton, 5. Total, 240 francs.

La prochaine réunion aura lieu le mardi 10 mars, à 21 h. 15, salle du restaurant coopératif « La Solidarité », 15, rue de Meaux, métro : Combat. Il n'y aura pas de convocation particulière, la présente note en tenant lieu.

A cette réunion sera tirée la tombola, seuls participeront à ce tirage, les tickets dont le montant aura été versé avant mars.

Langue Internationale Ido. — Le premier cours étant terminé, les camarades désireux de supprimer la frontière des langues sont avisés qu'un nouveau cours gratuit d'Ido en 10 leçons s'ouvrira jeudi prochain, à 20 h. 15, à la Bourse du Travail de Paris, salle A des cours professionnels.

Pour le cours gratuit par correspondance, écrire avec timbre au camarade Papillon, 52 rue Petit, Paris (19^e).

Groupe Esperantiste Ouvrier de la Région Parisienne. — Lundi 2 février, à 20 h. 30, Bourse du Travail (Annexe), 20, rue du Boul.

Parolado pri : Vojago tra Svedio kay Norvegio.

La Muse Rouge, Groupe des chansonniers révolutionnaires. — Donnera dimanche, 1^{er} février, 43, rue de Bretagne, en matinée et soirée, ses deux Goguettes mensuelles.

Au programme participeront tous les chansonniers et artistes de la « Muse Rouge ».

Présence certaine de G.-M. Gouté, F. Moutet, Marg. Greyval et Charles d'Avray.

Invitation cordiale à tous.

Causeries Populaires. — Conférences. Mercredi 4 février, à 20 h. 45, 10, rue de Lancry, Bernard Lecache, auteur de « Quand Israël mourut », traitera : L'antisémitisme, c'est la guerre ! avec la contradiction assurée de l'antisémitiste Albert Letellier, avocat à la Cour. — Ouverture des portes, à 20 heures. — Participation aux frais : 3 francs.

Causeries. — Vendredi 30 janvier, à 20 h. 45, au Dahia Bleu, 77, rue d'Angoulême, Mlle Digne parlera de « Rapprochement Franco-Allemand ». — Entrée gratuite.

La Chanson de Paris. — La prochaine séance de « La Chanson de Paris » aura lieu le jeudi 5 février, à 20 h. 45, au Palais des

Jeudi prochain suite de la causerie sur : « Le Communisme Anarchiste » par Pierre Odéon.

Invitation cordiale aux lecteurs du « Libéraire ».

Groupe des 11^e et 12^e Arrondissements. — Réunion mercredi 4 février, à 20 h. 30, salle 170, faubourg Saint-Antoine.

Présence de tous les compagnons et sympathisants au « Libéraire ».

Organisation de la campagne pour Ghezzi et les emprisonnés en Russie.

Groupe du 19^e Arrondissement. — Réunion du Groupe mercredi